

Alter Égaux n°38

SOLIDARITÉ
SOCIALISTE

*pensons le monde autrement
vivons-le solidairement*

Belgique-België
P.P.
Bruxelles X
1/2307

Bureau de dépôt Bruxelles X
N° d'agrégation P201042
Adresse de l'expéditeur :
Rue Coenraets, 68 - 1060 Bruxelles



Théma-zoom "Travail décent"

Les ferrachas de Casablanca

IL S'AGIT DE PRÉSERVER LE DOUTE

L'histoire de l'éducation populaire en Belgique est indissociable de celle du mouvement ouvrier. Le développement de celui-ci est lié à la formation d'un monde nouveau, tissé de relations sociales inédites, issu de la philosophie des Lumières et de la révolution industrielle.

La philosophie des Lumières appelle à une attitude intellectuelle basée non plus sur les dogmes et les traditions d'une société figée en castes immuables, mais sur l'idée que les situations de dépendance ou de domination peuvent être remises en question et modifiées. Le progrès - vers la liberté, l'égalité et la fraternité - est le fruit des réflexions rationnelles des êtres humains et des actions émancipatrices qui en résultent. En 1792, Condorcet, dans son rapport intitulé "L'organisation générale de l'instruction publique", expose clairement l'idée : *"Tant qu'il y aura des hommes qui n'obéiront pas à leur raison seule, qui recevront leurs opinions d'une opinion étrangère, en vain toutes les chaînes auraient été brisées (...); le genre humain n'en resterait pas moins partagé en deux classes : celle des hommes qui raisonnent, et celle des hommes qui croient, celle des maîtres et celle des esclaves"*.

Dans le même temps, la révolution industrielle a fait éclater les vieilles structures de production et a provoqué l'émergence de configurations nouvelles dans le monde du travail. Elle fait naître aussi de nouvelles formes de conflit qui ont pour acteurs un patronat issu pour l'essentiel de la bourgeoisie désormais dominante et un prolétariat qui s'organise progressivement et revendique de plus en plus clairement sa participation légitime à la gestion des affaires politiques.

Cette participation entraîne des responsabilités. Elle exige donc une connaissance des enjeux, la possibilité d'analyser les configurations sociales, économiques et culturelles de la société pour proposer des alternatives crédibles à la domination des patrons sur les ouvriers. Ce à quoi s'attelle le mouvement syndical, dans ses dimensions coopératives et mutualistes, en favorisant l'accès des ouvriers à l'éducation populaire.

Celle-ci connaîtra ses moments forts durant la seconde moitié du XIXe siècle et la première moitié du siècle dernier. La conquête du pouvoir dans une relation ambivalente avec la bourgeoisie, le confort croissant, l'individualisation des relations sociales

vont marquer le passage de l'éducation populaire d'une pratique pédagogique à celle d'une animation socioculturelle où s'essouffle la vision et le rôle du participant comme acteur de son éducation.

C'est alors, et ce n'est pas un hasard, que le concept et la pratique de l'éducation populaire rebondissent et sont utilisés comme outils de lutte politique par les mouvements populaires du tiers-monde, gagnant même l'Eglise catholique sous la forme de la Théologie de la Libération, contemporaine dans sa genèse du processus qui mènera à Vatican II.

L'évolution de l'Eglise catholique, depuis l'accession de Jean-Paul II au magistère suprême, est celle d'une redéfinition de son rôle et de sa structure autour des dogmes fondamentaux. Le pape actuel, Benoît XVI, poursuit et amplifie l'involution de l'institution. La rigidité dogmatique de la hiérarchie catholique l'amène, dans ce monde complexe et diversifié, à s'éloigner des réalités concrètes vécues par les populations, notamment en Afrique.

Arcboutée sur un idéal issu de textes et de considérations morales d'un monde passé et dépassé, elle est amenée à considérer l'usage du préservatif pour la prévention des affections sexuellement transmissibles comme un facteur aggravant et faisant partie même du problème. Ce discours, basé sur une morale antédiluvienne qui veut que les rapports sexuels aient pour finalité première la procréation voulue par Dieu lui-même au début de la création, et que le mariage entre un homme et une femme soit le cadre idéal voulu par Dieu pour cette procréation, est dangereux, comme l'est d'ailleurs tout positionnement fondamentaliste, quel qu'il soit.

Alors qu'il est plus que jamais indispensable, et même vital, de préserver le doute méthodique et le questionnement rationnel pour remettre en cause les conceptions traditionnelles et figées de la société et des relations humaines qui permettent de pérenniser les inégalités et l'aliénation, et mettent en péril la dignité de l'Homme qu'elles prétendent défendre.



Alain COHEUR
Président de Solidarité Socialiste

BELÉM 2009, LE FORUM LE PLUS ACCOMPLI ?

Belém 2009, le Forum le plus accompli ? D'aucuns l'affirment, tant il est vrai que de cette dernière édition ont jailli beaucoup de messages symboliquement très forts, même si cela a été trop peu mis en évidence par la presse internationale. Au lendemain de la grande marche d'ouverture qui charriait dans les rues inondées par la pluie équatoriale plus de 30 000 participants, la journée du 28 janvier était ainsi dédiée à apporter au monde les voix de l'Amazonie. Car c'était là également une des spécificités de ce Forum, à savoir de relayer, au travers de témoignages, de conférences et d'activités culturelles, la voix des peuples exclus ou marginalisés par la mondialisation libérale.

Belém 2009 a-t-il été le Forum le plus accompli ? D'aucuns l'affirment, tant il est vrai que de cette dernière édition ont jailli beaucoup de messages symboliquement très forts, même si cela a été trop peu mis en évidence par la presse internationale. De fait, le Forum prenait place sous le ciel plombé d'une crise financière dont on discutait aussi au même moment au Forum Economique de Davos. Ce qui n'a pas empêché cinq présidents de la gauche latino-américaine d'apparaître à Belém à l'invitation des mouvements sociaux, même si ces derniers, Mouvement des Sans-Terre en tête, avaient boudé le président brésilien, considéré comme trop compromis avec les intérêts néo-libéraux. Hugo Chavez (Venezuela), Rafael Correa (Equateur), Fernando Lugo (Paraguay) et Evo Morales (Bolivie) y étaient les bienvenus et eurent l'occasion, le temps d'une soirée, de débattre avec les altermondialistes.

L'accent particulier sur la question des ressources naturelles semblait s'imposer pour cet événement qui prenait place aux portes de l'Amazonie, et ce thème fut en effet très largement évoqué au sein des activités du Forum. Au lendemain de la grande marche d'ouverture, intitulée "De l'Afrique à l'Amazonie", qui charriait dans les rues inondées par la pluie équatoriale plus de 30 000 participants, la journée du 28 janvier était d'ailleurs dédiée à apporter au monde les voix de l'Amazonie. C'était là également une des spécificités du Forum, à savoir porter, au travers de témoignages, conférences et activités culturelles, la voix des peuples exclus ou marginalisés par la mondialisation libérale.

UNE DIMENSION COLLECTIVE

La Journée de la Pan Amazonie consacrait ainsi 500 ans de résistances et conquêtes afroindigènes et populaires. Plus de deux cents tribus indiennes, venues de l'Amazonie, des Andes et de tout le continent sud-américain étaient représentées, et cette convergence ouvrait la voie à un dialogue jusque là inédit pour la gau-



che brésilienne et internationale. L'occasion notamment d'aborder la question du respect des droits collectifs des peuples, l'une des pierres angulaires d'un autre monde possible. La dimension collective des droits de l'Homme et la question des droits collectifs en elle-même a en effet toujours été reléguée au second plan lors des précédentes éditions du Forum Social Mondial, ou examinée comme une question marginale, sans fondement politique réaliste.

Un dialogue s'est ouvert et a débouché pour la première fois sur une volonté d'action politique commune, qui s'est exprimée au sein d'une nouvelle et vaste coalition, "le Forum des Peuples sans Etat", qui rassemblait aussi bien des Kurdes que des Catalans, des indigènes sud-américains que des Palestiniens. Selon certaines analyses, une des nouveautés dans la dynamique du FSM pourrait en fait se traduire de la manière suivante : la présence de nouveaux acteurs politiques et de nouvelles demandes d'anciens acteurs ont apporté de l'oxygène au mouvement global. Belém semble également avoir consolidé, au travers d'une nouvelle méthodologie (Assemblées de convergences thématiques et Assemblée des Assemblées), un calendrier consensuel de mobilisations pour 2009-2010, où seront mises en évidence la solidarité avec la Palestine et les mobilisations contre le G20 (du 28 mars au 4 avril), la défense de la Terre (12 octobre) et la justice climatique (12 décembre, Accords de Copenhague).

LES AGROCARBURANTS À BELÉM

Le fait que le Forum se soit réalisé en Amazonie était également l'occasion de mettre en lumière le caractère prédateur de la grande agriculture capitaliste. L'agrobusiness étant devenu une composante importante du commerce global des ressources naturelles,

les initiatives de souveraineté alimentaire ont fait l'objet de nombreux ateliers dans le Forum. La réforme agraire y apparaissait généralement comme une nécessité pour la construction de modèles soutenable de relation avec la nature, la préservation de la biodiversité et la fourniture d'aliments sains.



C'est aussi dans ce cadre que prenait place l'activité organisée par Solidarité Socialiste en collaboration avec des organisations partenaires, sur les risques et opportunités des agrocarburants pour l'agriculture paysanne. Cet atelier faisait suite à la journée organisée le 11 décembre dernier au Parlement fédéral. Des organisations brésiliennes et africaines ont introduit la discussion avec la salle où se trouvaient notamment douze représentants d'organisations partenaires d'Afrique, de Palestine et d'Amérique latine, présents à l'invitation de notre ONG. C'est ainsi qu'une délégation internationale et multiculturelle a vécu collectivement ce Forum brésilien, qui représentait également l'occasion de partager diverses expériences de travail en cours, d'approfondir les liens entre les personnes et les organisations et de renforcer ce réseau international d'ac-

teurs de développement et de changement social. Les thèmes de la souveraineté alimentaire, de l'accès aux ressources naturelles, de la lutte contre l'exclusion et la pauvreté, du Travail Décent, du Droit des Peuples ont été quelques-uns de ceux qui ont focalisé les attentions.

Si la marche d'ouverture du Forum, qui rassemble l'ensem-

ble des participants, a évidemment constitué un moment fort, la visite d'un ancien latifundio conquis par une organisation de Sans-Terre, à une trentaine de km de Belém (SolSoc soutient le Mouvement des Sans-Terre au Céara) était, quant à elle, l'occasion de se retrouver un peu sur le terrain après les innombrables conférences et ateliers du Forum.

Nous nous sommes finalement quittés au terme d'une semaine très dense, chacun repartant vers son coin de terre, la plupart avec un nouveau sentiment d'espoir et beaucoup d'envies. Chacun emportait sans doute avec soi un message à transmettre, un appel à relayer, une proposition à faire pour continuer à alimenter le rêve réalisable d'un autre monde possible.

Deux études de cas sur le travail décent

Solidarité Socialiste vient de sortir deux études de cas sur le thème du travail décent. La première est consacrée au travail dans le cadre de la culture des agrocarburants en Colombie, dans les plantations de canne à sucre et de palme africaine. La seconde traite de la problématique de l'économie informelle et plus particulièrement du sort réservé aux marchands ambulants à Casablanca, au Maroc. Ces deux études de cas ont été réalisées en partenariat avec l'Ecole Nationale Syndicale pour la Colombie, et le Réseq pour le Maroc. Deux autres études de cas sur la problématique du travail décent seront encore publiées cette année : l'une traitera de la Palestine et plus particulièrement de la situation des



jeunes, l'autre concernera la République Démocratique du Congo. Elles seront réalisées en collaboration étroite avec nos partenaires congolais et palestiniens.

Infos et commandes

Perrine Crevecoeur
(02/505.40.70)
pcrevecoeur@solsoc.be

Mission en Palestine

Une mission a eu lieu en Palestine du 6 au 16 février. Gladys Cifuentes (chargée de projets Palestine) et Géraldine Georges (de l'équipe éducation au développement) y ont participé. Cette mission en Palestine avait trois objectifs principaux : le premier était d'effectuer un suivi des actions sur place, basé sur le travail réalisé dans le cadre du nouveau programme ; le deuxième objectif consistait à réaliser un regard croisé avec le service éducatif. Le troisième, se rendre à Gaza pour faire le suivi du projet d'urgence qu'on est en train de mettre en place et préparer le nouveau dossier à introduire à la DGCD avec la coordination des ONG belges, n'a pas pu être réalisé. En effet, les difficultés pour obtenir le permis pour entrer à Gaza sont toujours aussi grandes, surtout au moment où nos deux "missionnaires" étaient présentes : tout pouvait arriver et la tension sur place était très vive.

Infos : Gladys Cifuentes
gcifuentes@solsoc.be

Un travail décent, une vie digne (VI)

Économie informelle : les ferrachas de Casablanca

Le précédent thema-zoom abordait la question de l'économie informelle de manière générale. Dans celui-ci, nous nous penchons sur l'informel au Maroc, et plus précisément sur le sort des vendeurs ambulants de Casablanca. Appelés ferrachas, ils doivent exercer leur activité dans des conditions précaires. Tantôt tolérés, tantôt pourchassés, soumis à l'arbitraire des autorités, ils vivent sans jamais être sûrs du lendemain, toujours sur le qui-vive, prêts à remballer leur marchandise dès l'arrivée des forces de l'ordre qui n'hésitent pas à confisquer leur gagne-pain. Ils remplissent pourtant une fonction importante au Maroc qui, comme la plupart des pays en voie de développement où l'Etat est défaillant et qui ont subi les politiques d'ajustement structurel, n'a connu qu'une «salarisation restreinte» et une «fixation restreinte» dans le salariat comme l'explique bien Rajaa Mejjati Alami dans son étude sur l'économie informelle au Maroc de 1956 à 2004. Ce dossier thématique a pu être réalisé grâce, entre autres, aux apports de notre partenaire à Casablanca, le Resaq.

Dans toutes les villes du Maroc, on est frappé par le grand nombre des petits métiers extrêmement divers qui grouillent dans les rues, les ruelles et les passages des médinas, jusqu'à squatter le moindre espace, rendant toute circulation très difficile.

On estime que, dans le pays de Mohammed VI, quelque 39 % des travailleurs œuvrent dans l'économie informelle hors secteur agricole, avec une grande majorité dans les zones urbaines où l'informel représente jusqu'à 70% des unités économiques. Près de la moitié de ces travailleurs de l'informel ne disposent pas de local, de lieu fixe où exercer leur activité.

Parmi tous les secteurs que l'on trouve dans l'économie informelle marocaine, le commerce est le plus représenté, suivi par les activités artisanales ou industrielles (cordonnerie, confection, ...), de services et du bâtiment.

Comment peut-on expliquer l'ampleur de cette économie informelle ? D'une manière générale, ces activités sont la conséquence de l'urbanisation et de son corollaire, l'exode rural. Elles résultent également des spécificités du marché du travail et notamment de la crise du salariat officiel et de l'augmentation inquiétante du chômage, des difficultés que rencontre l'Etat pour réglementer l'activité économique, des effets des politiques d'ajustement structurel et de la pauvreté grandissante de la population. Elle est déterminée à la fois par les modes de développement et par la spécificité des systèmes marocains de régulation sociale.

Les facteurs sont donc nombreux et complexes. L'exode rural, dû à la croissance démographique et au faible dynamisme du secteur agricole, en est un. En

partant s'installer dans les villes et leurs périphéries, les paysans ont dû y créer leur activité. En effet, faute de trouver un travail déclaré et stable, ils doivent chercher leur place et leur subsistance parmi tous ces transporteurs, maçons, marchands ambulants et à la sauvette, petits artisans, gardiens de parkings qui remplissent les artères des villes.



Les politiques économiques de tendance libérale, imposées par les institutions financières internationales, mais souvent aussi accueillies avec intérêt par les classes dominantes de la société marocaine qui y ont vu une source de profit important, ont joué un rôle crucial dans l'informalisation du travail.

Vu la diminution drastique des dépenses publiques de l'Etat pour les services sociaux de base comme la santé, la formation ou le logement, un grand nombre de fonctionnaires se sont retrouvés au chômage ou ont vu leur salaire diminuer. De sorte que la prise en charge de ces services par les familles nécessite des revenus complémentaires.

De plus, le développement économique du pays, basé depuis la fin des années 70 sur les exportations, a impliqué une compression des salaires, la restructuration du personnel ainsi qu'une augmentation des temps partiels et des contrats précaires afin de garantir une compétitivité sur le marché international. Les petits boulots informels sont alors un palliatif à ces nombreuses difficultés que vivent les Marocains sur le marché de l'emploi.

QUEL TRAVAIL DÉCENT POUR LES FERRACHAS DE CASA ?

Les marchands ambulants de Casablanca sont appelés les ferrachas. Ils prolifèrent dans les quartiers en occupant illégalement l'espace public.

Ils sont souvent peu considérés "parce qu'ils créent des troubles de circulation, de l'insécurité, sont grossiers, ne paient pas d'impôts, laissent des tas d'ordure derrière eux, servent des repas douteux, font concurrence aux commerçants sédentaires, etc.". La liste des reproches est longue. Pourtant, être marchand ambulant n'est pas de tout repos. Il faut déplacer sa marchandise toute la journée et être en alerte constamment pour glisser entre les mailles du filet des forces de l'ordre qui n'hésitent pas à les maltraiter et à



confisquer toute leur marchandise. Ils sont ainsi près de 130 000 à Casablanca, à jouer au jeu du chat et de la souris.

TRÈS VULNÉRABLES FERRACHAS

Ces marchands représentent sans doute l'une des catégories les plus vulnérables du secteur informel au Maroc. Ils passent en moyenne 8 à 15 heures par jour dans la rue, dans le but d'assurer des revenus à leur famille et passent beaucoup de temps à tirer de lourdes charrettes contenant leurs marchandises sur de grandes distances pour assurer l'écoulement de leurs produits. Leur vulnérabilité s'explique en partie par des difficultés commerciales importantes : la concurrence est de plus en plus intense entre les marchands ambulants, sans cesse plus nombreux, ce qui tire les prix vers le bas.

De plus, leur clientèle, elle-même très pauvre, ne dispose que de revenus faibles et irréguliers. Elle n'induit pas une demande de produits élevée et constante et les marchands doivent parfois accorder des facilités de paiement pour conserver leur clientèle. Rachida, mère de deux enfants, fait du porte-à-porte. Elle témoigne : "Je vais avec une amie à Tétouan tous les quinze jours. Nous rapportons beaucoup de marchandises que nous revendons à des prix très abordables, tout en réalisant un petit profit, pour conserver nos clients avec lesquels nous entretenons des liens de confiance réciproque. Nous leur vendons souvent à crédit, et récoltons le prix de nos ventes par paiements mensuels".



De nombreux marchands ambulants s'approvisionnent ainsi à Tétouan ou dans d'autres villes voisines. Les mar-



chandises qui s'obtiennent dans cette région à bas prix proviennent en fait de tout un circuit de contrebande qui prend ses sources dans l'enclave espagnole de Ceuta. Il s'agit principalement de textiles en tout genre, de produits d'hygiène et de nourriture coûteuse au Maroc (cacao, fromage, ...).

De nombreuses femmes, souvent âgées, "clientèle autorisée" - ce sont des Marocains, voisins de Ceuta, qui bénéficient du privilège historique de s'y rendre sans visa ni formalité -, font ainsi des allers-retours entre Ceuta et le Maroc.

Moyennant quelques bakchichs auprès des douaniers, elles reviennent de l'enclave espagnole en transportant d'énormes paquetages de marchandises sur leur dos ou en superposant des couches de vêtements de différentes tailles. Elles revendent ensuite le tout à des grossistes sur le grand marché de Fnideq, situé tout près de la frontière. Ce sont bien sûr ces intermédiaires qui bénéficient réellement de la plus-value de ces marchandises : ils les rachètent une bouchée de pain et les revendent bien plus cher aux petits commerçants venus de tout le Nord du pays pour s'approvisionner.

PAS DE PRÊT, PAS DE CRÉDIT

Les ferrachas sont aussi exclus de tout système de prêt et de crédit officiel, et leurs maigres revenus ne leur permettent pas d'améliorer leur situation commerciale en acquérant un petit local ou des équipements

plus adéquats. Les connaissances en gestion de ces petits commerçants sont assez limitées, même si l'on compte certains diplômés parmi eux, et ce handicap les freine dans l'évolution de leurs affaires. La qualité des produits peut aussi jouer un rôle important dans ce milieu concurrentiel. *"Ces gens proposent leurs marchandises dans des conditions sanitaires peu sûres, ce qui fait baisser la qualité des marchandises exposées à la poussière, aux gaz d'échappement des voitures et à la chaleur du soleil pendant toute la journée"* explique Said Bellamine, un employé, en parlant des vendeurs de sucreries.

ET LA CORRUPTION S'EN MÊLE

Si l'on ajoute à cela les saisies régulières effectuées par les forces de l'ordre, économiser un petit capital pour renouveler le matériel, ouvrir une boutique ou faire face à des imprévus comme la maladie reste un luxe que bien peu peuvent se permettre. Même en dehors des périodes de "chasse aux vendeurs", les autorités locales perçoivent des taxes informelles ! *"Ils récoltent chaque jour une somme d'argent colossale en prélevant chez chaque vendeur de 20 à 30 dirhams, selon sa marchandise"* explique un jeune marchand ambulant. Bref, c'est une vie quotidienne instable et sans garantie de meilleurs lendemains que mènent ces ferrachas de Casablanca.

On comprend ici que l'absence de protection sociale est une des difficultés majeures rencontrées par les travailleurs informels et qui concourt grandement à

leur précarité. Avec des revenus minimes, comment faire face aux frais de santé, aux incapacités de travail, au vieillissement, comment scolariser les enfants ?

UNE CONCURRENCE DÉLOYALE POUR LES COMMERÇANTS SÉDENTAIRES !?

Les commerçants sédentaires voient d'un mauvais oeil cette concurrence qu'ils jugent "déloyale" en raison des très bas prix pratiqués et font pression sur les autorités pour organiser cette profession et limiter son extension, notamment lorsqu'elle s'installe le long de leurs boutiques. *"Pourquoi tolère-t-on ce genre de marchands ? Parfois ils bradent la marchandise rien que pour vendre, alors que nous, on est obligés de payer des impôts et le loyer du local, et notre marchandise, surtout les fruits, n'est pas vendue"* se plaint un commerçant.

QUEL AVENIR ?

Selon Rajaa Mejjati Alami *"(...) il y a tolérance de la part des pouvoirs publics à l'égard de ces activités (...) qui se justifie, dans la logique étatique, par nombre de raisons. La première, c'est parce que l'État est dans l'incapacité de faire respecter les réglementations qu'il promulgue, afin d'éviter les explosions sociales. La seconde c'est que ce secteur crée des emplois, procure des revenus et permet à l'État de se décharger de cette fonction sur l'informel. En fait, c'est une dynamique de tolérance-répression qui est à l'œuvre, une dynamique qui peut constituer le rouage d'autres formes d'informalité, comme la corruption, le clientélisme ou des opérations de pourchasement."*

L'Etat a ainsi tenté de sédentariser les ferrachas dans des souks pilotes que les ambulants pouvaient acquérir ou occuper pour des loyers très minimes, mais les locaux ont été offerts aux plus offrants. Une fois de plus, la corruption a transformé la solution sociale en solution commerciale. La négociation avec les autorités est donc un élément essentiel pour l'amélioration des conditions de travail de ces marchands ambulants et la défense de leurs droits. Mais au Maroc, les organismes professionnels sont assez peu organisés. Ils n'entraînent donc pas une grande adhésion de la part des travailleurs et le dialogue social en pâtit. Les formes classiques de négociations collectives correspondent par ailleurs excessivement mal à ce secteur où les travailleurs n'ont pas de lieu fixe de travail et aucun prétexte au rassemblement, notamment pour cause de concurrence.

Les autorités de la préfecture d'Al Fida-Mers Sultan prévoient un plan de sédentarisation avec la mise en

place de zones rouges (marchands interdits) et de zones bleues (marchands tolérés) en même temps qu'un système tournant qui autoriserait le commerce ambulant à certains endroits, un jour par semaine.

Le Resaq, partenaire de Solidarité Socialiste, dénonce le fait que ces zones prévues ne seront pas suffisantes pour accueillir l'ensemble des marchands. De plus, le vendeur ambulant fait partie de la tradition et de l'imaginaire collectif de Casablanca, il fait partie de la ville et de son histoire : il est donc illusoire et peu approprié d'envisager comme seul changement de les sédentariser.

Le Resaq, après avoir mené une enquête, travaille sur un plaidoyer pour une régularisation des ferrachas. Ils appellent les partis politiques à s'y engager pour les élections communales qui se tiendront en juin 2009. L'argument majeur : 97 % de ces marchands sont prêts à payer une taxe pour entrer dans un régime légal. Taxe qu'ils paient d'ailleurs déjà lorsque la police locale prélève sa part sur la "recette" du jour.

Un des problèmes majeurs réside également dans la sous-formation de ces marchands ambulants et dans le fait que les dispositifs étatiques de formation à destination des travailleurs informels sont majoritairement menés dans le but de faire rentrer ceux-ci dans l'économie moderne, ce qui est un leurre dans les circonstances actuelles. De fait, une fois formés, la difficulté de trouver un emploi reste un obstacle quasi infran-



chissable vu le taux élevé de chômage dans le pays. L'important est donc de mettre en place des formations ciblées, dans le cadre d'une réelle éducation populaire, qui abordent très concrètement les difficultés rencontrées par les travailleurs au quotidien, qui leur garantissent un certain changement du niveau de vie, mais aussi qui aboutissent à l'organisation de ces travailleurs pour renforcer leur pouvoir de négociation.

Savez-vous que vous avez la possibilité d'effectuer votre don en ligne à partir de notre site Internet ?

Comment faire ?
Suivez le guide !



La toute première chose à faire est évidemment de se connecter à notre site Internet : www.solsoc.be

Sur la page d'accueil, vous cliquez sur **Faites un don !** Et vous arrivez sur la page consacrée à SolSoc sur le site de don en ligne jeveuxaider.be

1

Sur cette page, vous pouvez choisir l'action que vous désirez soutenir ! Pour l'instant, il vous est possible d'effectuer un don pour notre programme "Partenariat Sud" ou de faire un don dans le cadre de "l'aide d'urgence pour Gaza". Cliquez sur l'action pour laquelle vous voulez effectuer un don.

2

Vous arrivez sur la page où vous allez déterminer le montant de votre don. Attention, afin de limiter les coûts de ce service, nous ne pouvons accepter que les dons d'au moins 10 euros. Ecrivez le montant de votre don et cliquez sur continuer !

3

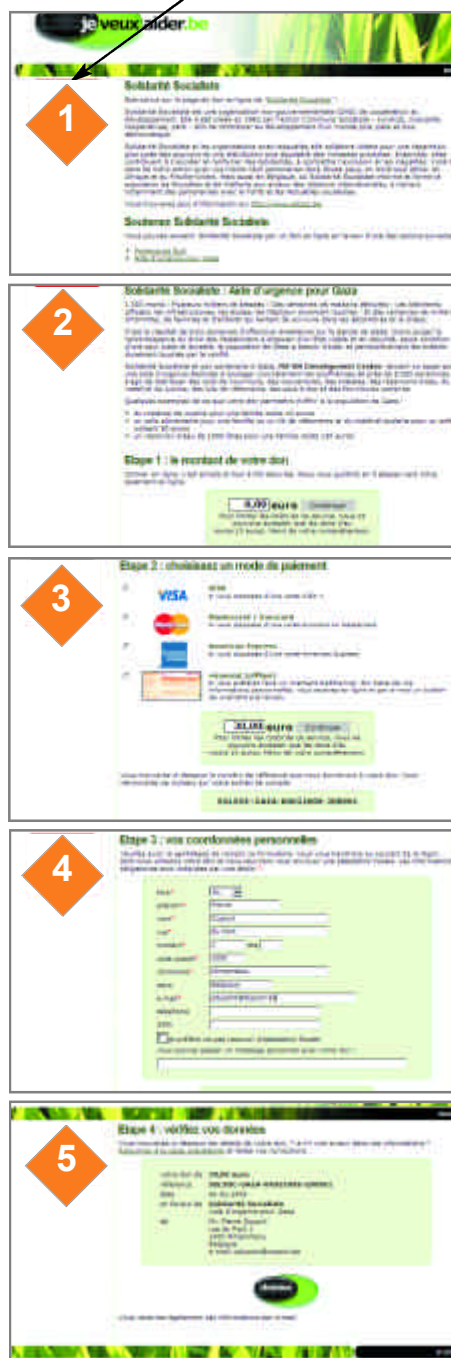
Déterminez ici votre moyen de paiement : vous avez le choix d'effectuer votre don par Visa, Mastercard/Eurocard, American Express ou par un bulletin de virement que vous pourrez préimprimer. Si vous optez pour le bulletin de virement, n'oubliez pas de le rentrer dans votre banque ou le rendre effectif via votre Homebank. Après avoir effectué votre choix, cliquez sur continuer.

4

Maintenant, il vous est demandé de compléter vos coordonnées (nom, prénom, adresse postale, e-mail). Vous pouvez choisir de recevoir une attestation fiscale ou non, et il vous est loisible de laisser un message personnel en lien avec votre don !

5

Vous arrivez sur la dernière page où vous pouvez contrôler toutes les données que vous avez encodées. Si vous êtes d'accord avec ces données, confirmez votre don ! Si vous cliquez sur "donnez", votre don devient effectif ! Et vous recevrez un message de confirmation et de remerciement de la part de Solidarité Socialiste !



Mission de suivi au Sud Kivu et au Burundi

Une mission a eu lieu au Sud Kivu avec la Plateforme Diobass, et au Burundi avec ADISCO et la Confédération des associations de caféiculteurs (CNAC). Dans les deux cas, nous avons pu constater la bonne marche du programme. **Le Sud Kivu** a enfin retrouvé un climat pacifié. La population se montre très active et porteuse d'initiatives diverses. Des réunions ont eu lieu avec deux (à Luhihi et



Bugore) des cinq comités locaux de développement en milieu rural et avec trois des quatre comités de marchés urbains soutenus par le programme. A chaque fois plusieurs dizaines

de personnes, hommes et femmes, jeunes et moins jeunes, ont participé à ces rencontres. Le programme soutient différents types d'initiatives tels que l'aménagement de petites infrastructures pour les associations (espaces de réunion, de stockage, chambres de passage, ...), des fonds rotatifs permettant de renforcer les activités génératrices de revenus des adhérents, des formations et de l'appui institutionnel aux associations. Que ce soit en milieu urbain ou rural, un des facteurs clés - sinon le facteur premier - des problè-

mes de développement se situe bien au niveau du manque d'Etat et de services publics ; donc priorité doit être donnée au plaidoyer et à l'éducation politiques d'une part (dans le sens de contribuer à la construction d'une culture politique démocratique et responsable tant du point de vue des citoyens que des responsables politiques), à la construction de services solidaires d'autre part. Une base dynamique, consciente et organisée existe. Les paysans travaillent et produisent ; les marchands commercialisent. Le renforcement des capacités de plaidoyer est une priorité. Proposition est faite d'organiser un atelier en la matière destiné aux dirigeants des OCB et aux animateurs. **Au Burundi**, après six mois de travail, le programme s'est concrétisé par la mise en place de déjà 11 mutuelles de santé organisées autour des Unions et Fédérations des associations de caféiculteurs. Plusieurs milliers de caféiculteurs cotisent et les premiers remboursements de soins ont eu lieu dès le mois de mars. Les impressions sont très positives quant aux premiers résultats enregistrés. Le processus apparaît comme étant en bonne voie d'appropriation par les mutuellistes. Un des facteurs de durabilité est lié à la capacité contributive des affiliés. Aussi le programme met en place des fonds rotatifs pour soutenir les activités économiques des membres tels que petit élevage et commerce. Ici aussi le travail de plaidoyer politique jouera un rôle fondamental : dans la négociation avec les prestataires de soins, avec le gouvernement pour l'élaboration d'une loi sur les mutuelles et dans la mise en place d'une couverture universelle pour les soins de santé, ou encore par rapport à la privatisation de la filière café. **Infos : Sylvie Demeester (sdemeester@solsoc.be).**

Les Assises du Développement

Les 20 et 21 mars, les Assises de la coopération au développement organisées par le CNCD se sont tenues à Bruxelles. La première journée a permis de dégager les principaux enjeux du développement dans un contexte mondial marqué par une crise à dimensions multiples. Dans un monde devenu multipolaire, la coopération internationale est la seule réponse durable dans un cadre multilatéral et démocratique. La deuxième journée a été consacrée à l'actualisation de la coopération non gouvernementale qui a évolué vers le renforcement des capacités d'acteurs de changement social. Basée sur des pratiques de partenariat entre organisations de la société civile et sur des stratégies d'alliance, cette coopération fonde son action sur les quatre points cardinaux : l'accomplissement des droits humains fondamentaux, l'expansion de la démocratie, le respect de l'environnement et la diversité culturelle. SolSoc a activement participé au processus des Assises, et a animé plus particulièrement la réflexion sur l'évolution des partenariats Nord Sud.



Tous ensemble pour la cause des femmes en RDC

Depuis 1996, des millions de Congolais ont péri suite aux guerres et aux conflits que connaît la RDC, en particulier à l'Est du pays. Des milliers de femmes et de filles y sont encore régulièrement violées, mutilées, humiliées. Dans ce contexte, à l'occasion de la Journée Internationale de la Femme, le collectif "Tous ensemble pour la cause des femmes en République Démocratique du Congo" organisait une manifestation à Bruxelles, le 8 mars. L'objectif de cette marche entre la place Royale et la place Poelaert était de rappeler aux responsables politiques et à l'opinion publique belges, le conflit qui perdure en RDC et plus particulièrement les violences faites aux femmes qui continuent à être utilisées comme arme de guerre. Aux côtés de plusieurs mandataires du PS, dont Alain Hutchinson, Karine Lalieux et Véronique Jamoulle, SolSoc était présente également, en compagnie de la représentante d'un groupement d'agricultrices nicaraguayennes, la Coopérative "8 de Marzo" (voir ci-contre). **Infos : Sylvie Demeester.**

Soirée-débat "Crise alimentaire, crise financière, quel impact pour les femmes du Sud ?"

Solidarité Socialiste a coorganisé le 6 mars dernier, avec le Monde selon les Femmes, Entraide et Fraternité et WIDE, une soirée-débat sur la crise financière. Thème d'actualité qui est souvent mis en avant d'une manière globale, mais pas tellement quant à son influence directe sur la situation des femmes du Sud. Dans ce sens, chacune des organisations a invité une femme travaillant dans une des organisations partenaires. Solidarité Socialiste avait invité la présidente de la Coopérative "8 de Marzo" au Nicaragua, Isabel Lopez. Le témoignage de l'invitée de SolSoc a été centré sur le vécu quotidien des femmes petites cultivatrices au Nicaragua. Cet exposé était complémentaire des autres exposés plus urbains et théoriques. Avec la participation d'une septantaine de personnes, cet échange a permis d'avoir une vision différente et réaliste de la crise pour les femmes du Sud. En outre, la diversité des pays et des expériences a permis également à l'audience de faire le tour de la situation dans chaque continent. Les échanges ont été enrichissants, tant pour les partenaires que pour le public. **Infos : Gladys Cifuentes (gcifuentes@solsoc.be).**

Les politiques de développement en Amérique latine et dans les Caraïbes

Le 6 mars, dans le cadre de Campus Plein Sud 2009, la Plate-forme Amérique latine et Caraïbes du CNCD-11.11.11 organisait un séminaire à Bruxelles. L'objectif de cette journée était d'analyser "les politiques de développement en Amérique latine & Caraïbes" sous différents angles. En soirée, une conférence-témoignage a été organisée à Saint-Gilles sous le titre "Quels impacts de la mondialisation sur les populations en Amérique latine ?". On a pu notamment y écouter des partenaires venant de différents pays latino-américains. Solidarité Socialiste y a invité son partenaire colombien Norberto Ríos, de l'Ecole Nationale Syndicale (ENS), qui a basé son exposé sur le travail décent, thématique que nous travaillons avec l'ENS dans le cadre de notre programme 2008-2010. Il faut signaler également qu'on a profité de la visite de Norberto Ríos pour prendre une série de contacts et organiser des échanges à l'Union européenne à travers la coordination colombienne (OIDHACO), dont SolSoc fait partie. Moment opportun du fait que l'Union européenne est en train de négocier des accords commerciaux avec la Colombie, et qu'il est essentiel que la question des droits humains et en particulier des droits syndicaux soit mis à l'ordre du jour de ces accords. Pour rappel, c'est l'ENS qui fait annuellement le rapport des violations des droits syndicaux, monnaie courante, en Colombie. **Infos : Gladys Cifuentes (gcifuentes@solsoc.be).**



La campagne Travail Décent de SolSoc

Elle s'inscrit dans le cadre d'une campagne internationale et de la campagne nationale pour un Travail Décent, qui regroupent syndicats et ONG. Les objectifs de la campagne syndicale sont de sensibiliser les travailleurs en entreprises aux difficultés rencontrées dans le monde (au Sud mais aussi au Nord, en Belgique notamment) par la lutte pour acquérir la liberté d'association, et au fait que cette liberté est un pilier pour l'accès au travail décent. Cette large sensibilisation aura lieu du 1^{er} au 23 mai. D'autre part, un travail à plus long terme sera mené avec les délégués syndicaux et les travailleurs faisant partie des comités d'entreprises. Il s'agira d'accompagner ces travailleurs dans un travail d'enquête sur l'application des libertés syndicales dans leurs entreprises et leurs filiales, mais aussi chez les fournisseurs et sous-traitants. Pour atteindre ces objectifs, différents outils de sensibilisation ont été réalisés : des folders de présentation de la campagne, des dépliants expliquant les différentes actions que peuvent mener les travailleurs, des badges, des sets de tables, des cartes d'action à signer qui seront déposées à la fin de la campagne à des organisations d'employeurs, une brochure d'accompagnement des travailleurs et délégués membres des Conseils d'Entreprises, et bien sûr des affiches. Nos partenaires en éducation au développement, les FPS vont diffuser le matériel de campagne lors des festivités du 1^{er} mai, mais aussi au sein de leurs lieux de travail. Si vous aussi, vous souhaitez diffuser le matériel de campagne, n'hésitez pas à contacter **Perrine Crevecoeur (pcrevecoeur@solsoc.be).**

Semaine de la Solidarité internationale

Comme chaque année, Solidarité Socialiste était présente et organisatrice d'événements de sensibilisation lors de la semaine de la Solidarité internationale du CWBCI qui se déroulait du 23 au 27 mars pour cette édition 2009. A Libramont, dans la province du Luxembourg, en partenariat avec la FGTB-Régionale du Luxembourg et la FWA (Fédération Wallonne des Agriculteurs), un débat a été organisé autour du film "We feed the World", sur la crise alimentaire mondiale. A travers le point de vue de notre partenaire du Sud, Papa Assane Diop, de la FONGS (Fédération des ONG Sénégalaises), la vision et le travail des associations agricoles du Sénégal ont été défendus. Notre partenaire est aussi intervenu sur la question des droits des travailleurs agricoles du Sud dans un débat organisé par la FGTB Wallonne sur la thématique du travail décent. La FGTB de Verviers, quant à elle, a diffusé notre exposition photo sur le travail décent lors d'un vernissage, le jour de la cérémonie d'ouverture de la Semaine de la Solidarité. Elle est restée exposée dans un endroit très visité durant toute la semaine.



Solidaris International

Une Fondation, passeport pour la solidarité !

La Fondation Solidaris International est notre nouveau partenaire dans la recherche de moyens nécessaires au développement de nos activités de solidarité internationale ! Visant principalement les entreprises, la Fondation a pour buts de mieux leur faire connaître nos activités, de les sensibiliser et d'encourager leur générosité, dans le respect de sa Charte éthique. Elle est aussi un lieu où les citoyens pourront se rencontrer et réfléchir sur des thèmes qui nous touchent, notamment lors de colloques, de conférences ou journées d'étude. Elle coorganisera enfin notre événement festif annuel, partageant ainsi avec nous tant les moments agréables que les plus sérieux. Aurore Van de Winkel (photo) est la responsable Mobilisation de fonds de Solidaris International. Elle répondra avec plaisir à toutes vos questions sur la Fondation et sur notre collaboration ! (02/505.40.86)



Aide d'urgence Gaza

Un grand merci à vous qui avez répondu à notre appel d'aide d'urgence pour Gaza. Grâce à vous, nous avons pu récolter quelque 5 000 euros qui vont nous permettre de renforcer notre soutien aux populations de Gaza. Cette aide, menée avec notre partenaire Ma'an, est destinée à soulager les souffrances de près de 8 000 personnes : il s'agit de distribuer des colis de nourriture, des couvertures, des matelas, des réservoirs d'eau, du matériel de cuisine, des sacs à dos et des fournitures scolaires. Rappelons que 40 euros permettent d'apporter du matériel de cuisine pour une famille; qu'un colis alimentaire pour une famille ou un kit de vêtements et du matériel scolaire pour un enfant coûtent 50 euros, et qu'un réservoir d'eau de 1 500 litres pour une famille coûte 120 euros !